



Genève, le 20 juillet 2023

Prise de position de la Fondation ICT4Peace sur la Stratégie de coopération internationale 2025 - 2028 (Message CI 25 - 28)

Avec le changement climatique et la transition démographique, la numérisation va profondément modifier la vie sur la planète au cours des prochaines décennies. C'est particulièrement vrai pour les conditions de vie dans les pays en développement, pour les couches les plus pauvres de la population et pour les personnes qui vivent dans des situations d'urgence humanitaire. La numérisation et les nouvelles technologies qui y sont liées ont également un impact sur les conditions politiques mondiales, elles jouent un rôle important dans la rivalité croissante entre les grandes puissances. En conséquence, le Conseil fédéral a accordé une grande importance à la numérisation dans le programme de législature 2019-2023. Dans la stratégie de politique étrangère 2020-2023, la numérisation est l'une des quatre priorités thématiques.

La numérisation et les nouvelles technologies ne modifient toutefois pas seulement les conditions-cadres. Elles ont également un grand potentiel pour résoudre les défis mondiaux, et ce dans les trois piliers de la durabilité (pauvreté, économie et écologie).

Dans le projet de consultation sur le message CI 25 - 28, les nouvelles technologies sont brièvement évoquées (section 3.5.4). Elles ne jouent toutefois aucun rôle particulier, ni dans l'analyse, ni dans les priorités thématiques. Il manque également le lien important avec la Genève internationale, les fortes capacités TIC du secteur privé suisse et la recherche en Suisse, bien que l'un des objectifs déclarés de la stratégie de la CI soit de mieux mettre en valeur l'expertise suisse.

La numérisation, facteur clé du développement

Il est aujourd'hui indéniable que la numérisation est un facteur clé du développement. Pour les pays du Sud global, l'accès à Internet (Digital Access), le renforcement des capacités à différents niveaux (Capacity Development), le secteur financier (Inclusive Finance), la cybersécurité (Cyber Security) et l'utilisation des technologies modernes dans des domaines clés du développement durable sont des préoccupations urgentes.

Les technologies numériques sont une question transversale dans de nombreux domaines importants pour la lutte contre la pauvreté et le développement (comme l'égalité des

sexes). La numérisation modifie fondamentalement l'éducation et la formation professionnelle, les soins de santé, le fonctionnement du secteur privé, etc. On pourrait certes argumenter que la numérisation est déjà tellement présente et ancrée qu'elle n'a pas besoin d'être mentionnée et de faire l'objet d'une attention particulière. Ce serait une conclusion erronée. Cela reviendrait à manquer des opportunités et à développer des capacités trop tard. Pour la CI suisse, cela pourrait signifier s'accrocher à des paradigmes dépassés et ne pas trouver de réponses viables aux défis du présent et de l'avenir.

Nous recommandons donc vivement de faire du domaine de la numérisation et des nouvelles technologies une priorité importante dans la stratégie CI 2025-2028, et ce dans les domaines suivants :

Accès (Digital Access)

L'accès à Internet, la connexion numérique, est une condition de base pour l'utilisation des technologies numériques. L'accès est assuré en premier lieu par des acteurs du secteur privé. Dans de nombreux pays en développement, la couverture Internet est aujourd'hui insuffisante et coûteuse, ce qui est apparu clairement lors de la pandémie de Covid. Les informations du domaine de la santé n'ont pas atteint la population, la poursuite de l'enseignement scolaire a été menacée, etc. La coopération suisse au développement ne pourra pas elle-même élaborer et mettre en œuvre des programmes bilatéraux dans ce domaine. Mais elle peut s'engager dans le cadre multilatéral (Banque mondiale, banques de développement, etc.) et jouer un rôle de plaidoyer avec les pays du Sud. Ce rôle est déjà préfiguré dans la stratégie de politique étrangère numérique.

Renforcement des capacités

De nombreux pays en développement ont des besoins importants en matière de renforcement des capacités. Il s'agit en particulier du capital humain. Cela va des parlementaires qui promulguent des lois aux diplomates qui participent aux négociations internationales, en passant par le secteur public, qui est central pour la gouvernance. Dans ce domaine, il conviendrait d'examiner des programmes propres utilisant le savoir suisse, mais aussi des partenariats avec des institutions spécialisées et des contributions multilatérales.

Cybersécurité

La cybersécurité est de plus en plus importante pour les pays du Sud. Une cybersécurité insuffisante peut causer d'énormes dommages. Il est inutile d'investir dans le développement si une grande partie des bénéfices est perdue parce que les pays en développement et les pays émergents manquent de capacités, d'institutions, de stratégies, etc. en matière de cybersécurité.

La cybersécurité ne concerne pas seulement la sécurité technique et la défense contre les cyberattaques, mais aussi la protection contre les fausses informations et les mesures contre la propagation de la haine sur Internet, qui peut déclencher ou renforcer des dynamiques de conflit. La plupart des pays en développement sont mal équipés pour ces

tâches, mais ils ont clairement reconnu la nécessité d'agir. Les progrès dans le domaine de la cybersécurité sont également entravés par des barrières institutionnelles, par exemple parce que les dépenses en matière de cybersécurité ne sont pas imputables à l'APD (critères du CAD de l'OCDE). La Suisse doit prendre des initiatives dans ce domaine et/ou soutenir les efforts existants.

La numérisation, un thème transversal

La numérisation modifie la manière dont les prestations de l'État et de l'économie privée sont produites. La formation professionnelle, par exemple, nécessite des compétences numériques (digital literacy) ; dans le domaine de la santé, l'impact des prestations et la diffusion efficace des informations dépendent également des instruments numériques. Dans le domaine de l'éducation, des normes modernes ne peuvent être atteintes qu'à l'aide d'instruments numériques, même dans les pays en développement. La Suisse peut mettre en œuvre cet aspect dans ses propres programmes et faire en sorte que les composantes numériques des programmes multilatéraux ou soutenus par la Suisse répondent aux exigences actuelles.

Utiliser l'expertise et les capacités du secteur privé

Le secteur privé suisse dispose de fortes capacités dans le domaine des TIC, la Suisse est notamment un fournisseur leader de services TIC et de développement de logiciels, elle est considérée comme un acteur important de l'industrie mondiale des TIC. Le secteur contribue chaque année à hauteur de plus de 20 milliards de francs suisses au produit intérieur brut et emploie plus de 300 000 personnes. Chaque année, le secteur suisse des TIC exporte des biens et des services pour une valeur de plus de 10 milliards de francs suisses. La Confédération et les cantons encouragent en outre la collaboration entre les entreprises et les hautes écoles. Il existe donc de bonnes conditions pour mobiliser le savoir suisse également pour le domaine de la CI.

Renforcer la Genève internationale

En tant que siège d'organisations internationales, Genève joue un rôle important dans le domaine de la gouvernance de l'Internet et dans d'autres domaines de la numérisation. Il s'agit notamment de l'Union internationale des télécommunications (UIT), du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI), mais aussi de nombreuses fondations et think tanks comme le CyberPeace Institute, le GIGA, la DiploFoundation, le GCSP ou ICT4Peace. Il est important d'utiliser le potentiel de la Genève internationale pour la CI et de renforcer ainsi en même temps le rôle de la Genève internationale, qui est concurrencée par d'autres sites.

Le rôle des acteurs suisses de la CI

Comme dans d'autres domaines de la CI, la Suisse ne peut obtenir de bons résultats que si elle interagit à différents niveaux et avec d'autres acteurs et si elle dispose de sa propre expertise.

C'est pourquoi nous proposons ce qui suit pour la stratégie CI 2025 - 2028 :

- Mettre en place des programmes bilatéraux de CI dans le domaine de la cyber et de la numérisation (surtout dans le domaine du renforcement des capacités) et renforcer sensiblement les composantes numériques dans les programmes de CI traditionnels.

- Jouer un rôle actif dans certaines organisations internationales. Aujourd'hui, pratiquement toutes les organisations internationales s'occupent intensivement de la numérisation (OMS, OIT, Banque mondiale, HCR, etc.). Il serait judicieux que la Suisse se profile dans un certain nombre d'organisations internationales (Banque mondiale, OCDE, banques de développement, etc.). Il serait également judicieux de s'engager pour le développement durable dans des organisations non axées sur le développement, par exemple pour des politiques et des mesures contre la fracture numérique (digital divide) dans le cadre de l'UIT.

- Renforcer les compétences propres. Il est important que les services de la Confédération qui s'occupent de la CI disposent eux-mêmes de connaissances spécialisées suffisantes, que ce soit avec des experts de la numérisation ou en développant les connaissances du personnel qui a en premier lieu une autre orientation professionnelle.

- Les partenariats. Comme il n'est pas possible de développer soi-même les connaissances spécialisées nécessaires dans tous les domaines, il est judicieux de mettre en place des partenariats avec des institutions spécialisées dans le domaine de la numérisation.

Martin Dahinden Anne-Marie Buzatu Daniel Stauffacher
Vice-présidente du conseil de fondation Directrice exécutive Fondateur et président
d'ICT4Peace Fondation ICT4Peace Foundation